

*Impôt sur le revenu—Loi*

pouvoir en 1963, ils ont abandonné ce programme. Ils avaient d'autres priorités, comme la langue et la culture et l'augmentation des impôts. La situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est due directement au retour au pouvoir du parti libéral en 1963. Les membres de ce parti ont du mal à bien comprendre les problèmes liés à la direction d'un pays. Ils ont d'autres priorités.

Le chef de l'opposition a alors ajouté:

... de ce fait, tous les Canadiens feraient les frais de la pénurie: ceux de l'Ontario, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, ainsi que ceux des cinq provinces directement touchées. Ainsi, l'Ontario vit déjà sous le menaç d'un rationnement si une nouvelle mesure—surprise de l'OPEP restreint les approvisionnements de pétrole importé au Québec et dans les quatre provinces de l'Atlantique. Et, à mon avis, ce n'est que le début de nos malheurs. La politique libérale contribue à accroître notre dépendance vis-à-vis des pays de l'OPEP. Si la tendance actuelle se maintient encore cinq ans, il n'y aura pas seulement cinq provinces qui dépendront du pétrole importé, il y en aura une sixième, et ce sera l'Ontario.

L'Ontario est la province la plus importante et la plus industrialisée. Les citoyens de l'Ontario vont pâtir comme les autres.

Si la tendance actuelle se maintient pendant les cinq prochaines années, l'Ontario devra compter sur les pays de l'OPEP pour satisfaire une partie de ses besoins en pétrole et en gaz, au lieu de s'approvisionner à des sources canadiennes comme elle le fait aujourd'hui.

Le problème est fort simple. Nous avons de plus en plus besoin de pétrole, tandis que les sources canadiennes classiques s'épuisent rapidement. Même Marc Lalonde admet que le Canada devra importer au bas mot 260,000 barils de pétrole par jour en 1985.

Tout cela, c'est parce que les libéraux n'ont pas vu venir la crise énergétique prévue dès les années 50. Ils feraient figure de héros aujourd'hui s'ils avaient adopté le programme des routes d'accès aux ressources de M. Diefenbaker au lieu de le ridiculiser et de l'abandonner. Aujourd'hui, nous payons le prix fort à cause de leur imprévoyance.

● (1620)

Le chef de l'opposition a ajouté ceci:

Il a été question tout à l'heure de la prise des otages en Iran, et nous savons qu'avant cela, une révolution avait éclaté...

Mon chef voulait montrer que nous ne pouvons nous fier aux pays de l'OPEP. Cette source pourrait se tarir dès la semaine prochaine et nous serions le bec dans l'eau pendant que le gouvernement libéral tente de nationaliser l'industrie pétrolière et ne réussit qu'à faire fuir les entreprises et les capitaux de placement. Naguère nous importions 40,000 barils de pétrole par jour d'Iran. Naturellement, cette source est tarie et nous avons vu ce qui est arrivé en Irak qui nous fournissait 8,000 barils par jour.

Mon chef a ajouté ceci:

Vous avez entendu parler de ces réunions de l'OPEP où les prix sont augmentés et que les approvisionnements sont réduits sans égard aux conséquences pour le Canada...

Grâce aux libéraux, nous sommes maintenant complètement à la merci des pays de l'OPEP.

Vous avez vu aussi l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, ce qui n'était pas simplement une guerre entre voisins, mais une tentative délibérée par l'Union soviétique pour avoir un accès stratégique aux gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Vous avez probablement entendu parler du contrat que Petro Canada a conclu avec le Mexique et qui devait assurer au pays 100,000 barils par jour de brut d'assez bonne qualité, et au terme duquel nous ne recevons en fait que 20,000 barils par jour de brut de très mauvaise qualité.

Voilà pour les importations de pétrole. Les libéraux ont pour politique de causer autant d'ennuis et de difficultés que possible à tous les Canadiens. Le chef de l'opposition a aussi fait allusion aux milliards de dollars que l'on fait sortir du pays. Je donnerai plus de détails là-dessus lors de débats à venir à la Chambre.

Il y a 35 États qui profitent des fonds qui partent du Canada. Certains de ces États affichent des slogans tels que: «Venez au Kentucky» ou «Venez au Missouri, un État ou le profit n'a rien de scabreux». Le NPD s'en prendra sans doute à ces États car ils invitent les entreprises à venir s'établir et investir chez eux afin d'y réaliser des profits raisonnables.

Le chef de l'opposition a aussi dit ce qui suit:

Vous savez que le projet d'exploitation des sables bitumineux Alsands est en attente tout comme le projet d'exploitation du pétrole lourd de Cold Lake. Le consortium Syncrude a abandonné un projet de deux milliards de dollars qui lui aurait permis d'augmenter sa production de 77,000 barils par jour.

Cette dépense de deux milliards de dollars aurait eu des retombées bénéfiques partout au Canada. On ne risquait pas du tout d'enrichir une multinationale ou un magnat du pétrole. Cette immobilisation aurait permis l'achat de produits et de services canadiens et aurait créé des emplois.

Notre chef a ensuite ajouté:

Le premier projet important de récupération tertiaire à Judy Creek, en Alberta, projet qui allait tout juste être mis en route, est maintenant annulé.

La création de milliers d'emplois est annulée. Des camions sont stationnés à ne rien faire à Red Deer. Il font une queue de un mille de long à la frontière. Ils s'en vont aux États-Unis.

Des douzaines, littéralement, de projets moins importants ont été soit annulés soit reportés.

Qu'est-ce qui ne va pas dans le parti libéral? Pourquoi les libéraux poursuivent-ils cette politique ridicule et insensée?

En tout, depuis que le gouvernement fédéral a annoncé son projet énergétique en octobre, des investissements énergétiques canadiens de plus de 20 milliards ont été ou bien annulés, ou bien remis à plus tard. Vingt milliards d'investissements, avec ce que cela représente comme emplois, comme sécurité et comme croissance.

C'est un chiffre énorme, qui va avoir des effets énormes sur l'ensemble du pays. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on peut revenir en arrière quand on a adopté une politique de ce genre.

Le chef de l'opposition a également dit ce qui suit:

Et il ne s'agit pas simplement des multinationales. C'est mentir purement et simplement de prétendre que la politique libérale actuelle favorise la propriété canadienne, car les sociétés que l'on chasse, ce sont des sociétés canadiennes, et avant tout les petites sociétés canadiennes dynamiques et novatrices. Au contraire des multinationales, qui ont toutes sortes d'avoirs leur permettant d'amortir le coup, les petites sociétés canadiennes, elles doivent choisir: ou faire faillite ou aller s'installer dans le Sud.

On voit les deux:

Quand elles s'en vont dans le Sud, elles achètent des produits américains.

Là-bas elles n'achètent pas de produits canadiens et n'embauchent pas de Canadiens. Elles emmènent une partie de leur personnel là-bas avec leurs derricks, leurs camions et le matériel connexe.

Les compagnies qui construisent des derricks achètent des camions.

Elles n'achètent pas de camions canadiens. Elles achètent des camions américains chez les concessionnaires américains.